

REUNION D'INITIATIVE LOCALE

Mardi 26 février 2019 – TRÉGUNC

SYNTHÈSE

A l'initiative de M. le Maire de Trégunc, les habitants étaient conviés, dans le cadre du grand débat national à une Réunion d'Initiative Locale à la salle du Sterenn de 18h30 à 21h.

Introduction de M. Le Maire présentant les objectifs et le cadre du débat.

L'organisation du débat est présentée par l'animatrice bénévole : les 4 thèmes proposés par le M. le Président de la République

- la transition écologique
- la fiscalité et les dépenses publiques
- la démocratie et la citoyenneté
- l'organisation de l'État et des services publics

seront abordés sur une durée de 30 mn puis suivra un temps d'expression libre de 30 mn.

Une synthèse sera rédigée par l'animatrice et envoyée sur le site du Grand Débat.

Le débat est enregistré.

Une personne se porte volontaire pour lister les propositions au fil des discussions.

Public : Comptage 83 personnes présentes, 60 à 70 personnes ont assisté à l'ensemble du débat.

THEME 1 : LA TRANSITION ECOLOGIQUE

1-1 Créer une « Banque Verte »

Actuellement, 44 milliards issus des fonds européens non dépensés, permettraient l'emploi de 900 000 personnes dans les économies vertes.

=> qui pour gérer cette banque ? Les dirigeants ne devront pas être des banquiers

=> pour quels projets ?

=> comment l'alimenter ? Il faudrait non pas baisser les taxes sur les carburants mais aligner l'ensemble des taxes sur les produits pétroliers (kérosène, fuel lourd, ...)

1-2 Améliorer les transports en commun

=> créer une cellule de réflexion par agglomérations pour améliorer les dessertes et tendre vers le remplacement de la voiture dans les milieux ruraux

=> l'idée de se passer des voitures individuelles n'a pas de sens !

1-3 Simplification des normes et accélération des procédures pour permettre le développement des énergies vertes (éolien, photovoltaïque,)

=> Mettre la santé publique au même niveau que les préoccupations environnementales au cœur des procédures d'autorisation

=> Uniformisation des efforts et harmonisation des normes sur l'ensemble des secteurs en matière d'évolutions écologiques. Demander un même niveau d'effort pour tous

1-4 Reprendre la proposition Nicolas Hulot sur le carburant E85 et E10 pour des véhicules à essence et retirer progressivement le parc diesel polluant.

=> Attention aux catastrophes écologiques pour produire du biocarburant (déforestation amazonienne)

=> il faudrait revenir aux moteurs diesel originaux fonctionnant à l'eau et ainsi conserver les emplois de ce secteur.

1-5 Créer une structure de réflexion regroupant les recherches internationales sur les énergies, les mobilités, ... ainsi faire émerger et promouvoir des solutions adaptées au contexte national.

=> il existe déjà à Concarneau un laboratoire d'idées

1-6 Contourner les lobbys pétroliers pour faire émerger des solutions techniques alternatives qui existent déjà.

1-7 Généraliser les techniques alternatives en agriculture pour éviter les pesticides

1-8 Changer notre état d'esprit

=> faire chacun notre révolution intérieure !

=> Éducation à l'environnement et à la prise de conscience, besoin de conférences sur notre impact sur la planète

1-9 Soutenir le photovoltaïque et permettre de consommer l'énergie que l'on produit

1-10 La transition écologique ne peut exister qu'à travers un véritable courage politique

=> Les électeurs doivent accepter les décisions courageuses des gouvernants

THEME 2 : FISCALITE ET DEPENSES PUBLIQUES

2-1 Baisser la TVA sur le gaz, l'électricité, l'eau et les produits de premières nécessité

=> La TVA est un impôt des plus injuste ; plus on est pauvre, plus on paie proportionnellement car pas dégressif

2-2 Supprimer la redevance audiovisuelle aux personnes âgées

=> lutter contre la solitude et l'isolement

2-3 Supprimer les numéros surtaxés de certaines administrations

=> sécurité sociale, allocations familiales

2-4 Financer ces mesures par la suppression des privilèges accordés aux anciens présidents de la république, aux premiers ministres, diminuer le nombre de sénateurs, aux fonctionnaires à l'international qui ne paient pas l'impôt

=> pourquoi reprocher aux élus de gagner trop d'argent ? Ils ont fait des études, ils devraient être payés le double

=> Rémunérer les élus et les magistrats permet de lutter contre la corruption

2-5 Rétablir l'ISF

=> permet de connaître l'état des patrimoines 4% il y a 10 ans et 7% aujourd'hui

=> l'ISF représente 3,6 milliards à comparer avec 78 milliards d'impôts directs, 200 milliards de TVA et 99 milliards de CSG. La plupart des entrepreneurs qui soutiennent l'économie et qui ne sont pas délocalisés à l'étranger contrairement aux entreprises du CAC40

=> attention aux inégalités de territoire pour le calcul du barème

2-6 Lutter contre l'évasion fiscale

=> 2800 filiales dans des paradis fiscaux pour les entreprises du CAC 40

=> l'État actionnaire de certaines entreprises favorise « l'optimisation fiscale » et ainsi l'évasion fiscale

=> recruter des fonctionnaires qui traquent les fraudeurs fiscaux

2-7 Maintenir le CICE uniquement pour les petites entreprises

2-8 Expliquer à quoi servent les impôts

2-9 Lutter contre l'inégalité des situations des communes en fonction des entreprises qui sont installées sur leur territoire

=> meilleure répartition des taxes grâce à la mutualisation

=> effort de transparence sur la destination

2-10 Mettre en place une plus grande proportionnalité des frais de succession

=> Les grandes fortunes sont issues le plus souvent de l'héritage familial

=> Les grosses fortunes arrivent à y échapper grâce aux donations

=> Améliorer la redistribution

2-11 Remettre à plat les successions

=> Les grosses fortune échappent à la taxation en s'expatriant.

2-12 Supprimer l'héritage

=> changer le comportement humain qui conduit à une inégalité fondamentale sur la base de l'héritage.

=> Le meilleur héritage c'est le savoir et la connaissance !

=> Il est normal que le fruit du travail des parents revienne à leurs enfants

2-13 Augmenter le nombre de tranche d'imposition

=> des tranches plus justes

=> attention aux effets de seuil

2-14 A chaque taxe devrait correspondre une destination

2-15 Le budget de l'État devrait être chaque année à l'équilibre

=> pourquoi l'État établi-t-il depuis les années 80 toujours un budget déficitaire ?

=> un budget équilibré c'est moins de dette

2-16 L'État devrait cloisonner dans ses dépense publiques les retraites des fonctionnaires d'État

=> tous les autres fonctionnaires cotisent à des caisses particulières

THEME 3 : DEMOCRATIE ET CITOYENNETE

3-1 Dans une démocratie, le rapport du Sénat concernant l'affaire Benalla doit être pris en compte

=> Les élus locaux sont plus probes

3-2 Un grand débat n'est pas nécessaire

=> La France dispose d'assez de représentants locaux à l'écoute des territoires qui peuvent remonter les problèmes et dysfonctionnements

3-3 Trop de représentants de l'État

=> Ils ne sont pas considérés

3-4 Le chef de l'État est trop coupé des citoyens

3-5 Il faut promouvoir la jeunesse

=> par le biais de l'éducation nationale. Il faut éduquer la jeunesse à la citoyenneté.

3-6 Les élus doivent avoir un casier judiciaire vierge

=> Une personne qui a été condamné et a purgé sa peine doit pouvoir se réinsérer dans la vie politique. Ce sont les électeurs qui doivent décider.

3-7 Un député non réélu ne devrait pas continuer à toucher des indemnités pendant 6 mois

=> on ne doit pas faire de la politique un métier à part entière

=> des efforts sont demandés aux chômeurs pourquoi pas le même traitement ?

3-8 Un député qui quitte le parti grâce auquel il a été élu devrait démissionner de ses fonctions électives

=> c'est une tromperie vis à vis des militants et des électeurs

3-9 Le vote doit être obligatoire

=> en contrepartie il faut comptabiliser les votes blancs

=> sanctionner le non vote

=> On ne peut pas ne pas aller voter et ensuite descendre dans la rue pour contester les décisions politiques. Le RIC est-il un gage d'implication citoyen ?

=> il ne faut pas toujours être dans la sanction. Le vote doit rester libre.

3-10 Éduquer à la citoyenneté

=> les élus doivent être pédagogues et inciter à la citoyenneté

=> Les conseils municipaux des jeunes sont propices à l'engagement citoyen

=> c'est la responsabilité des politiques d'intéresser les jeunes à la politique et donner envie aux jeunes de s'impliquer

=> il faut que les députés soient plus présents dans les écoles, les universités et qu'ils expliquent leur rôle. Ils sont trop loin de la population contrairement aux élus locaux de proximité

=> trop d'images négatives sont véhiculées, c'est peu incitatif à l'engagement des jeunes

=> remettre en valeur l'éducation civique à l'école

=> le rôle éducatif du service militaire n'existe plus, c'est dommage

=> les jeunes ont-ils été informés du débat national ?

=> **il faut nuancer car beaucoup de jeunes sont impliqués dans des activités notamment dans les commémorations nationales...**

=> **l'école et les parents ont aussi des responsabilités**

3-11 Une personne qui n'a pas été élue ne pourrait pas se représenter devant les électeurs

3-12 Le principe même des Tribunaux Arbitraux doivent être remis en cause

=> le principe des entreprises qui font condamner les états est inacceptable : les états démissionnent vis à vis des entreprises

=> les parlementaires ne doivent pas en adopter le principe notamment la partie « protection des investisseurs »

=> les parlementaires doivent refuser le CETA

3-13 Exiger 95 % de présents lors du vote des lois à l'Assemblée Nationale

=> éviter le « copinage ». Leur mission n'est pas de se déplacer sur les territoires mais d'être présent lors des débats et des votes

3-14 Priver de la citoyenneté française les personnes qui se dérobent à l'impôt

=> priver de citoyenneté et interdiction de séjour sur le territoire pour les évadés fiscaux

3-15 Redonner du poids aux parlementaires face à l'exécutif

=> c'est le gouvernement qui décide de l'ordre du jour des assemblées, cela affaiblit le droit d'initiative des parlementaires

=> prééminence de l'exécutif par rapport au législatif, il faut rééquilibrer les pouvoirs

3-16 Inventer un système qui permette de voter à mi-mandat sur le programme du candidat élu

=> concourir à une démocratie plus participative, c'est redonner du sens à la démocratie de proximité.

=> attention au RIC, on ne répond pas à la question posée la plupart du temps

3-17 Les lois votées doivent aussitôt faire l'objet d'un décret d'application

=> des lois ne sont pas appliquées car leur décret est bloqué au niveau des ministères

THEME 4 : L'ORGANISATION DE L'ETAT ET DES SERVICES PUBLICS

4-1 Santé : Des progrès sont indispensables dans l'accueil et la coordination des hôpitaux

4-2 Santé : Favoriser le maintien à domicile de jour comme de nuit

=> les personnes âgées ne veulent pas être une charge vis à vis de leurs enfants, or l'accueil en EHPAD est cher

4-3 Enseignement supérieur et Recherche : Redistribuer le Crédit Impôt Recherche

=> il ne sert pas à ce à quoi il est destiné

=> le CNRS n'obtient pas de création de postes, importance de la recherche publique

=> il faut lutter contre les détournements de fonds

4-4 Mieux accompagner les personnes en situation de handicap

=> obliger les entreprises à employer 6 % de personnes handicapées, elles ne le font pas

=> les AVS n'ont pas d'avenir

=> traiter le handicap dans son ensemble, depuis l'enfance jusqu'à la vie active et que tous les acteurs état, collectivité, entreprises assument leurs responsabilités

4-5 Réorganiser les régions et notamment réunification administrative de la Bretagne

=> il faut réfléchir à l'Europe des régions

=> si on veut un projet de territoire il faut qu'il soit historiquement et culturellement reconnu.

=> historiquement la Bretagne allait de Clisson à Saint-Malo, cela n'a donc pas de sens

4-6 Justice : Abolir la nouvelle réforme

=> la France est mal classée à l'échelon européen, la justice est trop lente

=> la nouvelle organisation va à l'encontre de l'intérêt général

=> nécessité d'une justice de proximité du niveau des autres pays européens avec un accueil physique et pas sur internet.

4-7 Revenir à la fonction première du service public

=> des services publics de proximité au service des citoyens

=> cesser de dégrader et détruire

=> les services publics participent à la cohésion et l'unité nationale

=> dissocier le service public de la rentabilité

=> repenser le service public notamment pour la santé

=> il faut remettre l'humain au cœur des choses

4-8 Création d'un guichet unique en mairie pour aider les personnes en difficulté dans leurs démarches administratives

4-9 Éducation : Revaloriser la rémunération des enseignants

4-10 Réhabiliter la DATAR

=> pour une véritable politique de proximité

=> Elle est à réinventer dans le cadre d'une meilleure décentralisation et d'une grande régionalisation

=> donner davantage de responsabilités aux régions

4-11 Faire vivre la démocratie en dehors des élections

=> s'appuyer sur l'existant en l'améliorant (Commissions extra-municipales, CESE, MJC, les associations...)

=> nous avons déjà de nombreux outils, il faudrait intéresser les citoyens pour qu'ils y participent.

4-12 Inventer des autorités intermédiaires entre l'État et les territoires

=> l'État garde ses fonctions régaliennes et délègue à des autorités le soin de mettre en place sa politique directement auprès des entreprises (économie d'énergie, médicaments, banque verte, habitat, ...)

=> ces autorités seraient composées de techniciens interministériels (économie, santé, écologie)

4-13 Changer la constitution quant au rôle du président de la République

=> La France est le seul pays européen à avoir un président et un premier ministre, il faudrait que le président ait seulement un rôle consultatif.

=> pourquoi changer la base de la V^{ème} république ?

EXPRESSION LIBRE

Le niveau de retraite des professions libérales devrait être équivalent à celui des salariés.

Il faut revaloriser la retraite des « assimilés fonctionnaires » qui augmente moins que l'inflation.

Arrêter le gaspillage des privatisations, notre patrimoine s'amenuise.

Les hauts fonctionnaires forment un « sous état » capable de bloquer des décisions politiques. Cette structure administrative n'est pas renouvelée lors des élections.

Le mille feuille administratif :

- les communautés de communes n'ont supprimé que partiellement les communes qu'elles regroupaient et il reste quand même quelques doublons entre la commune et l'administration dans des domaines particuliers (urbanisme, ..) d'où la nécessité d'une analyse un peu plus fine.
- Il y a des économies à faire mais il faut conserver la proximité avec les citoyens et la coordination entre les communes.
- Les élus municipaux s'engagent sur un programme, or à l'échelon communautaire il n'y a pas de programme. Les élus communautaires ne sont donc pas engagés auprès des électeurs.

La suppression de la Taxe d'habitation est dangereuse pour les communes car cela déplace le niveau de décision au détriment des milieux associatifs notamment en matière de citoyenneté.

Les contrats précaires ne peuvent pas aider leurs bénéficiaires à rentrer dans le système. Les entreprises doivent apporter leurs contributions notamment en matière de formation afin d'éviter toute sorte d'esclavagisme.